

Convention collective

IDCC : 8412. – **SCIERIES AGRICOLES ET ACTIVITÉS CONNEXES
(LORRAINE ET ALSACE)
(7 juin 1988)**

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1988,
Journal officiel du 17 septembre 1988)

■ *Journal officiel* du 13 septembre 2008

**Arrêté du 4 septembre 2008 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les scieries agricoles
et activités connexes pour les régions Lorraine et Alsace (n° 8412)**

NOR : AGR0821592A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2265-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 1988 portant extension de la convention collective de travail du 7 juin 1988 concernant les scieries agricoles et activités connexes pour les régions Lorraine et Alsace et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 24 janvier 2008 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 13 juin 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 23 du 24 janvier 2008 à la convention collective de travail du 7 juin 1988 concernant les scieries agricoles et activités connexes pour les régions Lorraine et Alsace sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, sous réserve de l'application des dispositions relatives au salaire minimum de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 septembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*L'adjointe au sous-directeur du travail
et de la protection sociale,*
M. QUIQUERÉ

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/27, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.